

5052H729/2

673

(1942)

673

Application de la taxe à la production
à la subvention accordée en compensation des
majorations de tarifs non acceptées.

Note du Directeur Général au Président 15. 1.42

Application de la taxe à la production à la subvention accordée
en compensation des majorations de tarifs non acceptées

D. 502.30

N O T E

pour Monsieur le Président

La question peut se poser de savoir si la Société Nationale doit payer l'impôt sur les sommes qui lui sont versées par l'Etat en compensation des produits attendus des majorations de tarifs proposées par elle et non acceptées par le Gouvernement.

Les textes à retenir sont les articles 18 et 21 de la Convention du 31 Août 1937 et les articles 1 et 13 § 7 et 14 3° du Code des Taxes à la Production.

L'article 18 de la Convention déclare :

"Les aménagements ou augmentations de tarifs proposés...
"par le Conseil d'Administration de la Société Nationale...devien-
"dront exécutoires de plein droit si le Ministre des Travaux Publics
"..... n'y fait pas opposition dans le délai d'un mois. En cas
"d'opposition, le Gouvernement demandera immédiatement au Parle-
"ment le vote d'un crédit égal au produit qui était attendu de
"l'augmentation ou de l'aménagement de tarifs proposés et dont le
"montant sera versé à la Société".

L'article 21 précise que le compte annuel de liquidation de la Société Nationale comprendra :

"A) en recettes, les recettes de toute nature, y compris les
"subventions versées en vertu de l'art. 18."

Les recettes de la S.N.C.F. sont assujetties à la taxe à la production, en application de l'art. 13, § 7 du Code des taxes à la production(1) rédigé comme suit :

"Sont soumis à la taxe de 2 % (taxe élevée à 3 % depuis le
"12 novembre 1938) :

.....
"7°- Les transports de toute nature autres que les trans-
"ports de marchandises visés aux alinéas a) b) d) de l'article 4, 3°

(1) Les transports voyageurs et G.V. sont assujettis à cette taxe en application du décret du 17 juin 1938 et les transports de marchandises en application de la loi portant réforme fiscale du 31 décembre 1936.

"ci-après".(1)

L'article 13 § 7 est inclus dans le titre I^{er} du Code qui détermine le champ d'application de la taxe et énumère les "affaires imposables".

A l'appui de la thèse concluant, en la circonstance, à l'exemption de la taxe, le seul argument à faire valoir serait que le texte fiscal, d'interprétation stricte, vise les affaires, étant précisé ensuite que dans les affaires sont comprises les opérations de transport. Or, en matière fiscale, le terme "affaire" implique une opération de vente, d'échange, ou de prestation de services. Le versement d'une subvention ne présente pas, en soi, les caractères d'une affaire.

Ce raisonnement qui s'imposerait en règle générale lorsque les subventions attribuées, bénévoles ou non, ont le caractère de remboursement de dépenses (2), de participation au coût de travaux etc..., ne paraît pas devoir être retenu en l'espèce, eu égard à la nature très spéciale du crédit prévu par l'article 18 de la Convention de 1937.

En effet, le crédit qui a un caractère légal se substitue à une recette de transport bien déterminée qui, elle, donnerait lieu au paiement de la taxe.

Juridiquement, le crédit est lié à une affaire dans le sens fiscal du mot.

L'identité de nature entre le crédit et la recette transport ressort d'ailleurs nettement des articles 18 et 21.

Le crédit est calculé en fonction des tarifs et du trafic et doit exactement compenser le manque de recette prévu. Il s'agit du complément de prix de transport dont l'Etat assume la charge au lieu et place de l'usager, à telle enseigne que cette recette constitue normalement un élément des Recettes du Trafic.

Il va de soi que la subvention appelée à compléter une recette tarifaire doit, au même titre que cette recette, tenir compte de l'incidence de la taxe et être fixée en considération de l'impôt à acquitter.

Il conviendrait donc, à mon sens, de prévoir le paiement de l'impôt afférent à la subvention attribuée, car cela confirme bien le

(1) Les transports en cause exonérés de la taxe à la production sont les suivants :

- a) les transports de bestiaux...
- b) les expéditions de marchandises en transit d'une frontière à l'autre, ainsi que les expéditions faites directement à destination d'un pays étranger
- c) les expéditions composées exclusivement de marchandises ci-après désignées: céréales panifiables en grains, engrais, pommes de terre, fruits frais.

(2) C'est le cas de la somme versée par l'Administration des P.T.T. par application de l'art. 20 de la Convention pour laquelle nous ne payons pas l'impôt.

caractère que nous voulons lui donner.

C'est le but des alinéas 3 à 5 du projet de lettre ci-joint, afin de redresser une rédaction incorrecte de nos lettres des 19 Novembre et 20 Décembre, comme le montre la note ci-jointe.

Votre respectueux et dévoué,

Signé: LE BESNIERIS.